

SANTE

Les blouses blanches sans frontières

1998. L'ouragan Mitch ravage l'Amérique centrale. Cuba est épargné mais envoie ses médecins dans les zones sinistrées. Les dégâts sont tels que le contingent envoyé par La Havane ne suffit pas. *"Plus jamais ça !"* semble s'être dit alors le président Fidel Castro qui proposera de former gratuitement à Cuba des jeunes du monde entier jusque-là écartés des études de médecine dans leurs pays pour des motifs économiques. L'Ecole latino-américaine de médecine (ELAM) est née.

Les premiers étudiants arrivent dès 1999. *"Nous avons reçu des jeunes d'une centaine de pays, y compris des Etats-Unis"* indique Yoandra Muro Valle, vice-rectrice de l'ELAM. *"Nous prenons en compte le fait que les élèves arrivent d'horizons divers. Le but n'est pas de changer leur identité"*. Aussi, il n'est pas rare de voir dans les couloirs des jeunes dans leurs vêtements traditionnels.

Les élèves débiteront leur formation de cinq ans après une présélection, souvent à travers les ambassades cubaines et l'accord du pays d'origine. L'Eglise catholique ou des partis de gauche peuvent aussi servir d'intermédiaires. Les critères d'admission : avoir son Bac, être âgé de 17 à 25 ans, ne pas souffrir de maladie grave. *"Le début de la formation est une analyse du niveau de chacun. Des cours spéciaux seront ensuite dispensés. Enfin, les élèves seront répartis dans les facultés de médecine de l'île avec les étudiants cubains"*. Les étudiants recevront durant leur formation 100 pesos mensuels, des vêtements, un uniforme et des aliments. Bien évidemment, ces formations ont un coût que préférera taire la vice-rectrice. *"L'effort financier est entièrement réalisé par l'Etat. Nous savons combien coûtent ces études dans les pays occidentaux. Cela revient au même ici. Sauf que c'est nous qui payons, pas l'étudiant !"*

Santé rime avec solidarité

L'ELAM a reçu plus de 22.000 étudiants. Plus de 7.200 sont déjà repartis avec leur diplôme en poche. Pedro, 20 ans, espère marcher sur leurs pas. Il a été informé de l'existence de l'école grâce au parti sandiniste au pouvoir au Nicaragua (FSLN). *"Je n'aurais pas pu me former dans mon pays. C'est trop cher, alors qu'à Cuba c'est gratuit"*. Pour Leila, 17 ans, le départ du Paraguay a été une déchirure. *"Mes parents souffrent de me savoir si loin, mais ils savent que c'est pour mon bien"*.

De plus, *"nous vivons dans une zone rurale. J'aurais dû aller à la capitale pour étudier. Venir ici, c'est un poids en moins pour eux"*. Actuellement en 1^{ère} année, elle espère pouvoir *"pratiquer un jour dans mon village, où les médecins manquent"*. Quant à Wenderley, chauffeur de taxi en Colombie, sa venue à l'Ecole est le fruit d'une rencontre. *"Un jour, je conduisais un diplômé colombien de l'ELAM dans mon taxi. On a parlé. Le projet m'a plu, surtout en sachant que les études de médecine en Colombie coûtent 4.000 euros par semestre"*.

Une fois diplômés, ils retourneront chez eux. L'ELAM les laissera s'occuper de leur intégration. *"C'est à eux de faire valider leur diplôme. Chaque pays a son propre système, nous les respectons"* assure Yoandra Muro Valle. Après leur départ, aucune enquête n'est réalisée. *"Nous nous engageons à les former sans contrepartie"* promet la vice-rectrice. La plupart d'entre eux pratiqueraient dans le secteur public. *"Il se peut aussi que d'autres aillent vers le privé, par choix personnel ou parce qu'il n'y a pas de système public dans leurs pays"*.

L'objectif de l'ELAM est que les pays du tiers-monde possèdent *"beaucoup de médecins originaires du pays s'occupant des plus fragiles"*. Une mission actuellement assurée, entre autre, par des milliers de médecins cubains sur plusieurs continents. *"L'augmentation du nombre de médecins du cru permettrait une diminution du nombre de Cubains envoyés à l'étranger"*. Autant de moyens humains qui seraient alors redéployés à Cuba où les besoins sont toujours présents. *"Que ces pays aient leurs propres médecins, c'est une bonne chose pour leur indépendance. Mais ils pourront toujours compter sur Cuba"*.

Une solidarité qui a fonctionné à Haïti après le séisme de janvier dernier. 400 Haïtiens de l'ELAM (diplômés et étudiants) sont partis en urgence rejoindre des médecins cubains présents sur l'île bien avant la catastrophe dans le cadre de la coopération entre les deux pays.

AGRICULTURE

Les Cubains se réapproprient leurs terres

Le paysan, figure emblématique à Cuba, avait un peu perdu de son image de marque après la chute de l'URSS. L'activité sucrière était la principale source de revenus. Après la perte du client soviétique, le secteur a été radicalement restructuré. Des centrales ont fermé et les ouvriers redéployés dans d'autres secteurs.

Pourtant, il semblerait que l'agriculture ait aujourd'hui de belles perspectives devant elle. A cause ou grâce à la crise. L'Etat a lancé des réformes pour inciter les paysans des fermes d'Etat à se lancer dans le secteur coopératif ou travailler des terres en friche dans le but d'augmenter la productivité des sols cubains et diminuer les importations d'aliments qui s'élèvent à 80%. On appelle la jeune génération, notamment celle des provinces rurales, à prendre cette option en considération. Les premiers résultats sont encourageants. En 2009, 60.000 paysans ont franchi le pas et ont reçu 1 million d'hectares de terres appartenant à l'Etat mais pas cultivées. Cependant beaucoup reste à faire car toute une génération (née dans les années 80 et 90), citadine ou rurale, s'est dirigée vers des études technico-industrielles ou universitaires. La terre n'était alors plus la priorité.

La périphérie alimente la capitale

Guina de Melena compte tirer son épingle du jeu. Cette municipalité de la province de la Havane est connue pour fournir la capitale en fruits, légumes et viande. Carlos Enrique Gonzalez Garcia est ingénieur agronome et président de la coopérative Ubaldo Diaz Fuentes, créée en 1982, sur 160 hectares, par douze sociétaires *"pour que les paysans aient de meilleures conditions de vie et que l'on mutualise les moyens : logements, terres, écoles, dispensaire..."*. Aujourd'hui, la zone s'étend sur 200 hectares et produit pomme de terre, patate douce, manioc, haricot, banane et assure de l'élevage. La structure est dirigée par 7 des 51 sociétaires élus en assemblée générale. Le Parti communiste est aussi présent dans les instances.

Au quotidien, *"nous garantissons un quota de nourriture produite"*. Cahier de comptes sous les yeux, le président souligne que *"depuis 2003, nous n'avons aucune perte"*. La moitié des gains est redistribuée aux sociétaires, l'autre est réinvestie *"dans la trésorerie, la contingence, le matériel et des fonds sociaux"*. Ces agriculteurs sont satisfaits de leur choix. *"Nous gagnions environ 11 pesos cubains par jour en 2003. Nous en gagnons 35 aujourd'hui"*. Bien plus haut que la moyenne.

La question des revenus est liée à la production. *"Nous n'avons pas de salaire mais un revenu anticipé, payé avant la récolte"*. Si le secteur coopératif a introduit une part de propriété privée, la notion de socialisme demeure. *"Nous vendons la majeure partie de notre récolte à l'Etat qui le revendra à la population"* expliquent les sociétaires qui doivent convenir avec le ministère des quantités à produire. *"C'est un avantage d'avoir l'Etat comme client unique car nous signons avec lui un contrat annuel à prix fixe garanti"*.

Certains de ces produits seront revendus par l'Etat aux habitants à travers la libreta, un dispositif de vente à bas coûts, même s'il le permet pas d'assurer la quantité d'aliments nécessaire pour un mois (mais seulement pour 2 à 3 semaines) et oblige les Cubains à se rendre ensuite dans des magasins aux prix plus élevés⁽²⁾.

"L'Etat vend nos denrées à la population moins cher que ce qu'il nous les achète" précise le président qui pour arrondir ses fins de mois peut vendre *"entre 10 et 20% de la production sur les marchés"*. Il admet : *"Nous attendions la réforme sur la redistribution de terres. Elle nous permet de nous développer"*.

L'agronome est conscient qu'un temps d'adaptation sera nécessaire pour *"réhabituer les jeunes à travailler la terre. S'ils voient que le travail paie bien, ils reviendront"*. On dit que certains -très rares- peuvent gagner jusqu'à l'équivalent de 3 dollars par jour alors que le revenu moyen cubain est de 19 dollars mensuels, ce qui n'est pas sans poser des problèmes, en terme d'égalité de revenus. La réforme a permis de meilleures rémunérations. Le hasard ayant rarement cours en économie, on a vite constaté une augmentation de la production... Même si d'autres problèmes seront à régler, tel l'acheminement. Des récoltes entières ont pourri sur place, faute de camions en état ou de carburant. *"Le matériel date souvent de l'époque soviétique et le blocus américain nous pénalise pour la recherche d'engrais, des pièces ou de l'essence"*.

Cuba a compris que son niveau actuel d'importation était insoutenable et ambitionne de gagner sa *"souveraineté alimentaire"*. Pour réussir, la réforme devra satisfaire le plus grand nombre : la population au niveau des prix, de la quantité et de la qualité ainsi que les agriculteurs à travers la rémunération.

¹ - En 2009, le salaire quotidien moyen était d'environ 14 pesos soit 43 centimes d'euro.

² - Un kilo de riz coûte 95 centimes de pesos (3 centimes d'euro) avec la libreta et 8 pesos (25 centimes d'euro) dans un supermarché. Les 300 premiers kws d'électricité coûtent 2,19 pesos (7 centimes d'euro)